



# **GREVE UEHC DE TOURCOING CONTRE LA TROÏKA TERRITORIALE**

**Cher(e)s camarades,**

Lors de notre dernier tract, Force Ouvrière dénonçait l'attitude irresponsable de certains cadres. La direction territoriale guidée par ses émotions et ses conseillers de l'ombre a ressenti le besoin de publier un « tract syndical » pour se porter en protectrice des directeurs et des cadres de proximité.

Cette posture, au-delà de sa coloration ubuesque, était purement circonstancielle pour ne pas dire mensongère quand on connaît ce qu'endurent réellement les directeurs, les RUEs et les professionnels placés sous le joug de la direction territoriale.

Cher(e)s directeurs et cadres de proximité, nous ne céderons pas à la tentation de la caricature. Nous avons parfaitement conscience des difficultés auxquelles vous êtes quotidiennement confrontés. Pour autant, il est de notre devoir de dénoncer certains comportements managériaux qui ne concernent pas l'ensemble des cadres.

Nous soutenons par ailleurs les hiérarques victimes d'une direction territoriale hégémonique qui pratique une politique autoritariste au détriment de la dimension humaine. Nous n'oublions pas les professionnels à la direction territoriale victimes les uns après les autres d'une pression qui aboutit progressivement à la désertification des locaux de la rue Nationale.

Lors de notre dernier tract, nous avons alerté l'Administration contre la dérive de certains managers à l'endroit des éducateurs, occasionnant ainsi une casse humaine inacceptable. Notre message n'a visiblement pas été entendu.

À l'UEHC de Tourcoing, l'équipe de direction s'est étoffée. Un RUE missionné qui a démontré à moult reprises son incapacité à manager une équipe pourtant expérimentée. Un directeur de service issu de la liste d'aptitude qui a mis en exergue son incapacité à se hisser à l'exigence du poste et une direction territoriale qui brille par sa vacuité.

Les professionnels auraient pu s'en réjouir en admettant que la mutualisation de la matière grise serait profitable au service. Hélas, les agents ont assisté à des décisions qui relèvent de l'absence de discernement. Lorsque ces professionnels effarés interrogent le binôme de direction sur ces prises de positions, souvent dénuées de bases légales, ces derniers s'empressent d'expliquer aux agents que cela a été fait en concertation avec la direction territoriale.

Un nouveau mode de gestion tricéphale a été inauguré à l'UEHC de Tourcoing : **LA TROÏKA**

Force Ouvrière s'insurge et condamne les positions de la nouvelle **TROÏKA**. Les agents sont victimes d'une alliance visant à masquer l'incompétence d'un RUE missionné qui se « **fillonise** ».

Le directeur de service ou son binôme imposent aux éducateurs qui refusent de céder leurs coordonnées téléphoniques d'appeler tous les matins entre 8h30 et 9h. Voilà encore l'illustration du type de note qui peut être envoyé par une direction, avec l'aval de la direction territoriale dans le mépris total du droit existant.

**Nous rappelons avec force que les agents sont libres de ne pas donner leurs coordonnées téléphoniques à l'administration. Aucun hiérarque ne peut vous imposer d'être joignable 24h/24 et 7J/7 sauf si vous êtes d'astreinte.**

Il appartient aux cadres d'organiser le service afin de garantir sa continuité avec les moyens légaux mis à leur disposition. La prévoyance est l'alliée d'une bonne gestion.

La direction territoriale soutient dans le mépris total du droit que les agents sont sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique, même lorsqu'ils ne sont pas de service !!!

Nous réaffirmons que les agents ne sont pas sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques lorsqu'ils ne sont pas en service et n'ont donc pas l'obligation de répondre aux demandes dans ce cadre.

Force Ouvrière conteste le recours à l'emploi du temps "**sanction**" inauguré depuis peu. Pour masquer l'absence d'anticipation, d'organisation ou de pragmatisme du RUE missionné, la **TROÏKA**, sous la plume d'un directeur de service devenu législateur, change les rythmes de travail dans le mépris absolu du projet de service, du projet régional et national tout ceci sans le moindre échange avec les professionnels.

Force Ouvrière se fait l'écho d'une ambiance nauséabonde et d'un ras-le-bol collectif en lien avec des convocations et des demandes d'explications sans fondements, des envois de recommandés aux agents à profusion, des intimidations en tous genres, un quotidien pesant, des prises en charge superficielles, une désorganisation totale du service.

Un agent qui n'a pas pu répondre favorablement à un remplacement est contraint de justifier son absence de manière « impérieuse ».

Un autre agent en dépression sujet au burn-out en raison du contexte professionnel est harcelé par la **TROÏKA**.

Les exemples de ce type sont multiples et cela ne peut plus durer !!!!

Force Ouvrière s'étonne du deux poids deux mesures dans le cadre de la gestion des CREP. Les RUEs du territoire ont été mis sous pression pour restituer les CREP dans un délai très contraint. À Tourcoing, il existe une mansuétude qui interroge.

Plus de la moitié des agents n'ont pas réalisé leurs CREP. Aucun agent n'a reçu la restitution écrite du CREP. De plus, l'évaluateur ne détermine pas le niveau de l'évaluation, c'est le directeur de service qui le fait à posteriori. La **TROÏKA** a instauré le droit coutumier pour l'UEHC de Tourcoing.

Force Ouvrière soutient les professionnels de Tourcoing dans leur quête du respect des droits fondamentaux des fonctionnaires. Un préavis de grève a été déposé à la demande unanime des éducateurs.

Lors de l'instance de négociation Force Ouvrière a assisté à un dialogue de sourd. Pire encore, au delà des tons sarcastiques et des rires moqueurs empruntés par les personnes présentes, notre organisation syndicale a entendu des propos qui dépassent l'entendement.

Les éducateurs n'ont pas le droit à la vie privée et sont à disposition permanente de la direction. Les éducateurs qui dénoncent l'insuffisance de la direction ne sont motivés que par des desseins obscurs. Seule la direction est frappée du sceau de l'angélisme et de la vertu alors que les professionnels sont d'abjects malhonnêtes qui portent atteintes à la continuité de service. De nouveau le chantage « aux pauvres mineurs placés » est brandi.

Cher **TROÏKA**, si vous étiez réellement inquiets du bien être des jeunes, vous n'auriez jamais laissé cette situation perdurer. Au contraire, vous êtes les artisans de cette discontinuité de service et vous veillez à la maintenir. Si la qualité de la prise en charge des jeunes vous importez autant, alors vous auriez soutenus les agents qui côtoient quotidiennement les mineurs avec pour seul moyen d'action la force de leurs convictions.

Face à votre cynisme, Force Ouvrière a demandé la mise en place d'un audit mais avec une perspective claire : mettre en évidence la maltraitance de la chaîne hiérarchique à l'endroit des agents.

Malgré notre insistance, la **TROÏKA** n'a pas cédé face à nos exigences, le soutien indéfectible à l'endroit d'un RUE qui multiplie les errances professionnelles reste de mise. Nous n'avons ressenti que mépris et arrogance ramenant le dialogue social à ses années sombres.

Par conséquent, au regard de la maltraitance manifeste et d'un dialogue impossible, Force Ouvrière, après consultation des professionnels maintient **la grève qui aura lieu à l'UEHC de Tourcoing le jeudi 06 avril 2017.**

Chèr(e)s camarades, le foyer de Tourcoing n'est que l'arbre qui cache la forêt, les problèmes évoqués par vos collègues se constatent sur l'ensemble du territoire et sur vos structures.

Force Ouvrière profite de cette tribune pour mettre en alerte notre Administration. A l'aune de la tenue de l'Observatoire des Relations Sociales et des Conditions de Travail, le moment est venu de sortir de la sémantique hypocrite.

L'ensemble des hébergements du territoire bricole avec des bouts de tissus, un grand voile épais qui cache une réalité sombre que l'Administration veille à masquer. Les structures du territoire, que ce soit d'hébergement, de milieu ouvert ou d'insertion sont confrontées à la « **clochardisation** » des locaux.

Force Ouvrière dénonce des coupes budgétaires permanentes, des régies minimalistes, des promesses de travaux non tenues, des parcs automobiles insuffisants, une prévention des risques psycho-sociaux inexistante, des conditions d'hygiène et sécurité au plus bas, des professionnels travestis en laveur de véhicule de service, des agents agressés non soutenus par l'Administration, une banalisation de la violence des mineurs et de la violence institutionnelle, des recours abusifs aux contrôles médicaux, des retards systématiques de paiement des fournisseurs, des adjoint(e)s administratifs débordés, des RUEs de bureau qui ont remplacé les RUEs de terrain, un manque de personnel et une quête de flexibilité à tout rompre.

Force Ouvrière invite l'administration à rendre l'autonomie aux directeurs de service, à alléger la charge de travail des RUEs et à respecter les droits élémentaires des agents.

Nous demandons à la direction territoriale le rétablissement de l'assemblée générale des professionnels.

Chère direction territoriale, c'est en dialoguant et en écoutant vos agents sur le terrain que naîtra la concorde que vous prétendiez vouloir dans votre « **tract syndical** ».

**Force Ouvrière exprime tout haut ce que beaucoup pensent tout bas et nous l'assumons !!!**